



Recommandations de BSA sur la politique numérique pour la France en 2022

Les nouvelles technologies, et particulièrement le logiciel d'entreprise, transforment notre façon de vivre et de travailler. Les logiciels d'entreprise aident les gouvernements et les entreprises à fonctionner plus efficacement et en toute sécurité, multiplient les possibilités d'innovation et soutiennent la croissance dans tous les secteurs économiques.¹

L'industrie des logiciels d'entreprise soutient un large éventail d'organisations dans le monde : PME, grands groupes, administrations locales et centrales, hôpitaux, écoles, universités ainsi que des organisations à but non lucratif. Les logiciels d'entreprise favorisent la reprise économique d'après-crise, soutiennent les gouvernements dans leur transformation numérique et facilitent la transition écologique.

Alors que la France entre dans un nouveau cycle politique, consolider la transformation numérique du pays et renforcer son rôle de puissance européenne dans un monde globalisé devraient figurer parmi les principales priorités du futur gouvernement.

POUR SOUTENIR CES PRIORITÉS, BSA | THE SOFTWARE ALLIANCE² PROPOSE LES RECOMMANDATIONS SUIVANTES :



Renforcer la transformation numérique de la société, de l'administration et des industries françaises

Poursuivre la modernisation numérique de l'administration publique et des entreprises

Soutenir la compétitivité des entreprises françaises à l'échelle mondiale



Consolider le rôle de la France en tant que puissance européenne dans un monde

Préserver l'ouverture de la France et de l'Europe sur le monde

S'appuyer sur les règles et les valeurs de l'Union européenne reconnues à l'échelle mondiale

Renforcer les partenariats internationaux



Renforcer la transformation numérique de la société, de l'administration et des industries françaises

Poursuivre la modernisation numérique de l'administration publique et des entreprises

Avant la pandémie de Covid-19, 75 pourcent de la valeur créée en ligne dans le monde provenait d'industries traditionnelles comme l'agriculture, la logistique et l'industrie manufacturière.³ La pandémie a accéléré la numérisation des sociétés et des économies. Elle souligne également la nécessité d'une approche à long terme, d'ouverture des marchés, s'appuyant sur les plans de relance, d'investissement et de transformation numérique déjà mis en œuvre aux niveaux français et européen.

RECOMMANDATIONS

- ➔ **Soutenir l'adoption du numérique.** Les entreprises françaises peuvent bénéficier de solutions logicielles pour accélérer leur transformation numérique, renforcer leur compétitivité et soutenir la transition écologique,⁴ mais à ce jour environ 30 pourcent seulement des entreprises françaises ont numérisé leurs opérations. Le plan de relance consacre 25 pourcent des investissements à la transition numérique, et doit être utilisé pleinement : c'est l'opportunité de moderniser davantage l'économie française et de bâtir des entreprises et des organisations plus résilientes.
- ➔ **Promouvoir l'ouverture des données publiques et le partage volontaire des données industrielles.** Les avantages de l'open data sont nombreux et la loi pour une République numérique de 2016 a fait de la France un précurseur dans ce domaine. L'ouverture des données générées par les administrations publiques peuvent être un moteur de création d'emplois et de croissance économique. La promotion du partage volontaire des données industrielles et du partage des données du secteur public contribuera à tirer pleinement parti des avantages des données ouvertes.
- ➔ **Prioriser la cybersécurité.** Les menaces de cybersécurité sont en constante augmentation et touchent tous les types d'organisations. En s'appuyant sur la stratégie de cybersécurité de 2021, le gouvernement devrait inciter les organisations publiques et privées à se préparer pour gérer ces risques, et à renforcer leurs capacités d'analyse et de réparation, via des investissements et des campagnes de sensibilisation.
- ➔ **Comblent les écarts de compétences.** Selon certaines estimations, il y aura 230 000 nouveaux postes dans le secteur du numérique en France d'ici 2025.⁵ La France doit faciliter la transition numérique de sa main d'œuvre et accroître la diversité des profils dans le monde professionnel. L'éducation au numérique et la maîtrise des données doivent être encouragées pour tous, de l'école primaire à l'université, jusqu'à la formation professionnelle.

Soutenir la compétitivité des entreprises françaises à l'échelle mondiale

Alors que 60 pourcent du PIB mondial sera numérique d'ici 2022, les entreprises françaises doivent pouvoir être compétitives à l'échelle mondiale et bénéficier des technologies nécessaires pour y parvenir.⁶ Comme le souligne à juste titre la stratégie européenne pour les données, « les entreprises européennes d'aujourd'hui exercent leurs activités dans un environnement connecté qui dépasse les frontières de l'UE, de sorte que les flux internationaux de données sont indispensables à leur compétitivité. »⁷

RECOMMANDATION

- ➔ **Protéger les transferts internationaux de données.** Les transferts internationaux de données contribuent à garantir la vie privée, la sécurité et la résilience numériques. Ces transferts sont essentiels à l'utilisation d'outils comme l'informatique en nuage, l'analyse de données et l'intelligence artificielle (IA), et sont donc indispensables au fonctionnement et à la compétitivité des entreprises françaises et européennes de toutes tailles et de tous secteurs.⁸ Imposer des restrictions injustifiées ou disproportionnées à la circulation des données entre pays crée des coûts supplémentaires, des difficultés opérationnelles et des incertitudes juridiques qui entravent la transformation numérique, la compétitivité et les investissements.⁹ Leur impact est d'abord subi par les PME, qui peinent à répondre aux exigences de localisation des données. L'action politique, qu'elle concerne la vie privée, l'économie numérique ou le commerce, doit respecter le principe de la circulation libre et sécurisée des données personnelles et non personnelles en Europe.¹⁰



Consolider le rôle de la France en tant que puissance européenne dans un monde globalisé

Préserver l'ouverture de la France et de l'Europe sur le monde

L'Europe a une longue tradition d'ouverture, en son sein et sur le monde, pour le commerce et les échanges internationaux comme pour la circulation des technologies, des connaissances et des valeurs. La résilience française et européenne est étroitement liée à la capacité à faire partie d'une économie mondialisée qui s'appuie de plus en plus sur le partage international des données.

RECOMMANDATION

- ➔ **Poursuivre une approche ouverte et collaborative de la souveraineté numérique.** La souveraineté numérique doit et peut être abordée comme une ouverture, qui permettra de renforcer la confiance dans le numérique, de faciliter les mouvements de données et de maximiser les atouts de l'innovation. Le focus ne devrait pas porter sur l'origine d'une entreprise, mais plutôt sur son engagement pour l'Europe et ses valeurs, son investissement dans les talents européens, sa gestion responsable des données et ses actions pour renforcer le développement du numérique en Europe.

S'appuyer sur les règles et les valeurs de l'Union européenne et reconnues à l'échelle mondiale

Les cadres politiques et juridiques français et européens offrent une base solide pour définir les règles de l'économie numérique mondiale. Avec la présidence du Conseil de l'UE en 2022, la France continuera d'avancer l'ambitieux programme européen de politique numérique. L'objectif devrait être de maintenir une approche d'ouverture du marché numérique unique, en priorisant des législations visant à répondre à des problèmes clairement identifiés, en tenant compte des spécificités de tous les acteurs de la chaîne de valeur du secteur numérique.

RECOMMANDATIONS

- ➔ **Réguler l'IA tout en garantissant une approche basée sur le risque.**¹¹ La législation sur l'IA est l'opportunité de renforcer le cadre de gouvernance et de mise en œuvre pour soutenir responsabilité et innovation dans l'IA. Il sera important de se concentrer sur les utilisations à haut risque de l'IA tout en garantissant que les obligations et responsabilités des fournisseurs et utilisateurs sont adaptées à la nature de l'IA et à son écosystème varié.
- ➔ **Aligner les politiques sur le cloud avec les écosystèmes européens et internationaux.** De nombreuses initiatives législatives ou industrielles impliquant l'informatique en nuage émergent au niveau européen.¹² Ces efforts doivent converger afin d'éviter une fragmentation du marché unique numérique et pour promouvoir des critères de sécurité harmonisés à travers l'Europe.
- ➔ **Poursuivre des mesures adaptées, efficaces et proportionnées au sein du Digital Services Act (DSA) et du Digital Markets Act (DMA).**¹³ Le DSA et le DMA devraient renforcer la responsabilité des acteurs du numérique tout en évitant une approche uniforme qui ne tiendrait pas compte des problèmes spécifiques qu'ils visent à résoudre ni de la diversité des différents acteurs dans la chaîne de valeur.
- ➔ **Promouvoir une approche de la cybersécurité fondée sur la gestion des risques dans la directive NIS 2.0.**¹⁴ La révision vise à juste titre à relever le niveau de préparation et de résilience en matière de cybersécurité pour un ensemble de secteurs critiques en Europe. La directive NIS 2.0 devrait déboucher sur des règles concrètes, efficaces et applicables, en évitant les mesures prescriptives et en permettant aux organisations d'adapter leurs dispositifs et outils de gestion aux risques auxquels elles sont confrontées ainsi qu'à leurs besoins en matière de sécurité.

Renforcer les partenariats internationaux

La prospérité et la position de leader international de l'Europe reposent sur un engagement durable d'ouverture. À l'heure où les barrières commerciales et le protectionnisme numérique sont en hausse partout dans le monde, l'Europe et ses alliés doivent rester des leaders d'opinion en matière de politique numérique fondée sur leurs valeurs communes, dont le multilatéralisme.

RECOMMANDATION

- ➔ **Collaborer avec des partenaires internationaux sur la gouvernance mondiale du numérique.** Les économies et les sociétés sont de plus en plus numériques et mondialisées. Cela nécessite de s'accorder sur des principes communs de politique numérique et d'assurer la convergence et l'interopérabilité des règles afin d'assurer la sécurité et la prospérité numérique. La France et l'Europe devraient continuer à s'engager de manière constructive dans les négociations sur le commerce électronique au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce et collaborer avec des alliés pour convenir d'un ensemble de principes sur l'accès des gouvernements aux données. La France devrait également continuer à s'engager dans les discussions de l'OCDE et du G7 afin d'établir un consensus international sur la libre circulation des données.

Endnotes

- 1 Les Logiciels d'Entreprise au Service des Sociétés, à l'Ère de l'Économie Numérique (19 janvier 2021), <https://www.bsa.org/fr/policy-filings/les-logiciels-dentreprise-au-service-des-societes-a-lere-de-leconomie-numerique>.
- 2 BSA | The Software Alliance (www.bsa.org) est la voix de l'industrie mondiale du logiciel. Ses membres comptent parmi les entreprises les plus innovantes du monde, créant des solutions logicielles qui aident les entreprises de toutes tailles et de tous les secteurs de l'économie à se moderniser et à se développer. Avec son siège à Washington, DC, et des opérations dans plus de 30 pays, BSA est à l'avant-garde des programmes de conformité qui encouragent l'utilisation légale des logiciels et défend les politiques publiques qui favorisent l'innovation technologique et stimulent la croissance de l'économie numérique.
- 3 McKinsey Global Institute "Internet matters: The Net's sweeping impact on growth, jobs, and prosperity," (Mai 2011) https://www.mckinsey.com/~media/McKinsey/Industries/Technology%20Media%20and%20Telecommunications/High%20Tech/Our%20Insights/Internet%20matters/MGI_internet_matters_full_report.ashx.
- 4 Soumission BSA à la Consultation Publique sur la Stratégie d'Accélération, « Cloud » (Avril 2021), <https://www.bsa.org/fr/policy-filings/france-soumission-bsa-a-la-consultation-publique-sur-la-strategie-dacceleration-cloud>.
- 5 " Le secteur numérique, en pleine croissance, manque de candidats," Le Monde (25 août 2021), https://www.lemonde.fr/economie/article/2021/08/25/la-croissance-du-numerique-se-heurte-au-manque-de-candidats_6092309_3234.html.
- 6 World Economic Forum "Our Shared Digital Future: Responsible Digital Transformation – Board Briefing," (Février 2019), <https://www.weforum.org/whitepapers/our-shared-digital-future-responsible-digital-transformation-board-briefing-9ddf729993>.
- 7 Communication « Une stratégie européenne pour les données », COM (2020) 66 final, page 23.
- 8 Voir Global Data Alliance, <https://globaldataalliance.org/>; voir par exemple "Jobs in All Sectors Depend upon Data Flows" (2020), <https://globaldataalliance.org/downloads/infographicgda.pdf>.
- 9 Voir les commentaires de BSA sur la révision de la politique commerciale de la Commission européenne (2020), <https://www.bsa.org/news-events/news/bsa-calls-for-open-digital-trade-to-form-essential-pillar-of-europes-new-trade-strategy>.
- 10 Comme prévu dans le règlement général sur la protection des données et le règlement sur la libre circulation des données.
- 11 EU: BSA AI Act Position Paper, Voir aussi "AI for Europe," <https://www.bsa.org/policy-filings/eu-bsa-ai-act-position-paper>.
- 12 Ces initiatives incluent le projet Gaia-X, l'acte sur la gouvernance des données, la stratégie européenne pour les données, le Digital Services Act, ou la révision de la directive NIS sur la sécurité des réseaux et des systèmes d'information.
- 13 Position de BSA sur le Digital Services Act (DSA), <https://www.bsa.org/policy-filings/eu-bsa-position-paper-on-the-digital-services-act-dsa>.
- 14 Commentaire de BSA sur la révision de la directive sur la sécurité des réseaux et systèmes d'informations (NIS 2.0), <https://www.bsa.org/policy-filings/eu-bsa-feedback-on-the-revised-directive-on-security-of-network-and-information-systems-nis-20>.